

D'après moi, cette accélération est due, notamment, au peu de possibilités qu'ils trouvent dans notre pays, à leur manque de confiance dans l'avenir du Canada. S'il en était autrement, ils ne partiraient pas, mais ils contribueraient de toutes leurs forces au progrès de la nation.

Le problème a été adroitement résumé, à mon sens, par feu Judith Robinson, dans sa rubrique où elle mentionnait la façon sommaire avec laquelle le gouvernement avait contremandé le projet Avro Arrow. Selon elle, le drame n'était pas dans la révocation d'un programme, mais dans le fait que toute une génération de jeunes Canadiens perdaient confiance en l'avenir de leur pays. Voilà, monsieur l'Orateur, où se trouve le drame, mais rien n'a encore été fait pour y remédier.

Rien n'indique que le gouvernement ait songé au rapport qui existe entre les taux d'intérêt et l'expansion économique. C'est une question qui mérite d'être étudiée. Quel est le rapport entre les déficits de l'État et les taux d'intérêt? Avant les élections de 1957, on ne nous a pas annoncé de déficits. Dans une conférence de presse qu'il donnait le 27 mai 1957, le premier ministre promettait entre autres choses:

M. Diefenbaker a dit aujourd'hui qu'un gouvernement conservateur-progressiste pourrait exécuter son programme, réduire les impôts inutiles, «et cela sans déséquilibrer le budget».

M. Mariel: Nous avons réduit l'impôt de 42 p. 100.

L'hon. M. Hellyer: L'honorable député prétend que l'impôt a été réduit. En réalité l'impôt a augmenté et des déficits croissants ont remplacé les excédents promis. Selon d'autres déclarations électorales du premier ministre et celle dont il s'agit ici, nous devions avoir Diefenbaker, non des déficits. Eh bien! monsieur l'Orateur, nous avons gagné le gros lot: nous avons Diefenbaker et des déficits.

D'importantes questions se posent. Pourquoi le niveau du chômage reste-t-il si élevé? Pourquoi le rythme d'accroissement de l'effectif ouvrier a-t-il si rapidement ralenti? A cet égard, la statistique est très intéressante. Par exemple, de janvier 1956 à janvier 1957, l'augmentation de l'effectif ouvrier a été de 202,000. De 1957 à 1958, elle a été de 195,000. De 1958 à 1959, de 99,000; de 1959 à 1960, de 127,000; de 1960 à 1961, de 193,000. En janvier 1962, l'accroissement n'était plus que de 13,000. Il y a donc eu une diminution considérable du rythme d'accroissement qui, de 100,000 à 200,000 par année, est tombé à seulement 13,000. Où sont-ils allés? Que sont-ils devenus? S'en retournent-ils tous dans leurs pays ou s'en vont-ils aux États-Unis? Sont-ils trop découragés pour rester dans l'effectif ouvrier? Il y en a peut-être qui

continuent leurs études plus longtemps. Espérons qu'il en est ainsi, mais il serait intéressant de le savoir.

M. Chambers: Peut-être que le taux de natalité y est pour quelque chose.

L'hon. M. Hellyer: L'honorable député est mieux en mesure de le savoir que moi.

Une des plus importantes lacunes dans le discours du trône, c'est qu'il ne mentionne aucune mesure positive en vue d'un remaniement d'envergure de notre politique commerciale internationale. Rien ne laisse supposer que le gouvernement ait changé sa manière de voir. Rien ne laisse supposer qu'il ait adopté une attitude réaliste. On a pu se rendre compte de l'attitude négative, obstructionniste et opiniâtre du gouvernement à Accra et depuis lors.

Il ne faut pas chercher bien loin pour en avoir des nouvelles. Je me bornerai à mentionner deux ou trois articles de presse. Le 14 septembre dernier, le *Citizen* d'Ottawa a publié la nouvelle suivante en provenance d'Accra (Ghana):

Le Canada a averti la Grande-Bretagne qu'elle ne pouvait rester à la tête du Commonwealth tout en étant membre du Marché commun d'Europe.

Dans son intervention lors de la séance du conseil économique consultatif du Commonwealth, qui a eu lieu mercredi dernier, M. Donald Fleming, ministre des Finances, a prononcé avec autant d'émotion que d'éloquence l'oraison funèbre du régime préférentiel qui, depuis une trentaine d'années, réunit les nations britanniques.

Le même jour, le *Journal* d'Ottawa, publiait une dépêche de la *Presse canadienne* en provenance d'Accra:

M. Donald Fleming, ministre des Finances du Canada, a dit mercredi dernier que le Royaume-Uni s'était irrévocablement «engagé sur la pente glissante» qui aboutirait à l'adhésion au Marché commun d'Europe. Par conséquent, le Commonwealth ne serait jamais plus ce qu'il était.

M. Clark Davey, correspondant du *Globe and Mail*, écrivait, à la même date dans son journal:

Les représentants des pays membres du Commonwealth, au nom desquels le ministre du Commerce du Canada, M. George Hees a prononcé le discours dominant, ont déclaré catégoriquement, aujourd'hui, à la Grande-Bretagne qu'elle devait choisir entre le Marché commun d'Europe et le Commonwealth.

Ce qu'a déclaré avec intransigeance M. Hees ici, à la conférence économique du Commonwealth, revenait à exiger sans embages de la Grande-Bretagne, au nom du Canada, qu'elle n'adhère pas au Marché commun.

Le Canada attendait davantage, monsieur l'Orateur. Nous avions espéré quelque chose de concret. Nous nous attendions que nos ministres se rendraient là-bas pour sauvegarder, dans la mesure de leurs moyens, les véritables intérêts du Canada et du monde libre. Le comportement des représentants de